

GROUPE DU PORTE-PAROLE
SPRECHERGRUPPE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER
SPOKESMAN'S GROUP

NO ENGLISH

NOTE D'INFORMATION • INFORMATORISCHE AUFZEICHNUNG
NOTA D'INFORMAZIONE • TER DOCUMENTATIE • INFORMATION MEMO

Bruxelles, décembre 1972

ACCORD ENTRE LA COMMUNAUTE ET LA REPUBLIQUE LIBANAISE

L'accord entre la Communauté économique européenne et la République Libanaise a été signé à Bruxelles le 18 décembre 1972, d'une part, par M. Norbert SCHMELZER, président en exercice du Conseil des Communautés européennes, et M. Sicco L. MANSHOLT, président de la Commission des Communautés européennes, et, d'autre part, par M. Kesrouan LABAKI, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Chef de la Mission de la République Libanaise auprès des Communautés européennes.

.../...

L'ACCORD C.E.E. - LIBAN

1. L'accord qui vient d'être signé a pour objet de promouvoir l'accroissement des échanges entre la C.E.E. et le Liban et de contribuer ainsi au développement du commerce international.

L'accord est conclu pour une période de cinq ans et comporte l'élimination d'une partie importante des obstacles aux échanges entre la C.E.E. et le Liban. Les concessions réciproques que s'octroient les deux parties s'inscrivent dans le cadre de la réalisation progressive à terme d'une zone de libre-échange.

Dix-huit mois avant l'expiration de l'accord, des négociations pourront être engagées en vue de la conclusion d'un nouvel accord sur des bases élargies dans le cadre duquel l'élimination progressive des obstacles pour l'essentiel des échanges commerciaux sera poursuivie dans le respect des dispositions du G.A.T.T.

2. L'accord ayant été négocié par la Communauté dans sa composition originelle à Six, il sera signé ultérieurement un protocole complémentaire qui aura pour objet d'apporter à cet accord les aménagements rendus nécessaires du fait de l'adhésion à la Communauté, à la date du 1er janvier 1973, du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni.

L'accord et le protocole complémentaire sont destinés à entrer en vigueur à la même date. Cette entrée en vigueur peut être attendue pour le début de l'année 1973. Le protocole complémentaire sera négocié au début de l'année 1973.

3. Aux termes de l'accord, les Parties contractantes s'octroient les concessions suivantes:

a) Avantages en faveur de la République Libanaise sur le marché de la Communauté

Dans le secteur industriel, plus de 58 % des produits industriels libanais importés dans la Communauté et frappés de droits de douane bénéficient de concessions tarifaires. S'il est tenu compte des importations bénéficiant déjà d'un droit nul dans la Communauté, on peut constater qu'après l'entrée en vigueur de l'accord près de 85 % (1) des exportations industrielles du Liban vers la Communauté bénéficient de la franchise ou de réductions tarifaires.

D'une façon générale, il s'agit d'une réduction tarifaire de 55 % selon le calendrier suivant:

- une réduction de 45 % à la date de l'entrée en vigueur de l'accord,
- une réduction supplémentaire de 10 % à partir du 1er janvier 1974.

Pour certains produits, la réduction tarifaire est un peu moindre (de 35 % à 41 % pour certains produits en aluminium et les voitures automobiles) ou encore consentie dans le cadre d'un contingent (tissus de coton de la position 55.09: contingent annuel de 70 tonnes).

Par ailleurs, une réduction de 30 % de l'élément fixe est prévue pour les biscuits de la position 19.08.

Enfin, certains produits ne font pas l'objet de concessions de la part de la Communauté. Il s'agit essentiellement, outre les produits soumis à l'importation dans la Communauté à une réglementation spécifique comme conséquence de la mise en oeuvre de la politique agricole commune, des bois plaqués ou contre-plaqués, de certains produits textiles (certains articles de bonneterie, fils de coton, certains vêtements) et des produits pétroliers raffinés.

(1) pétrole brut non compris et qui bénéficie de la franchise

Par ailleurs, en matière de restrictions quantitatives, la Communauté accordera au Liban la libération pour les produits industriels, à l'exception toutefois des produits pétroliers ainsi que des produits textiles exclus des concessions tarifaires pour lesquels les régimes d'importations actuels restent d'application.

Dans le secteur agricole, des concessions sont octroyées pour un certain nombre de produits importants d'exportation du Liban; ces concessions portent sur près de 40 % des produits agricoles exportés par le Liban vers la C.E.E. et soumis à droits de douane ou à prélèvement. S'il est tenu compte des importations à droit nul, près de 79 % des exportations agricoles du Liban entreront à droit nul ou réduit dans la Communauté.

L'huile d'olive brute bénéficie d'une préférence commerciale sous forme d'un abattement forfaitaire de 0,5 U.C./100 kg du montant du prélèvement applicable aux pays tiers, ainsi que d'un avantage économique sous forme d'une réduction, dans la limite de 4 U.C./100 kg, du prélèvement précité. Cet avantage économique est accordé pour autant que le Liban applique une taxe spéciale à l'exportation et que cette taxe soit répercutée sur le prix à l'importation dans la Communauté, ce mécanisme garantissant que la concession n'est pas de nature à mettre en cause le niveau des prix à l'intérieur de la Communauté. On notera qu'il s'agit d'une concession analogue à celle qui a été accordée à d'autres pays du bassin méditerranéen, notamment à l'Espagne.

Les agrumes (oranges, mandarines, citrons) bénéficient d'une réduction de 40 % du T.D.C., concession octroyée dans le cadre d'un système de respect d'un prix minimum d'offre, garantissant le maintien des prix à l'intérieur de la Communauté, identique à celui qui est prévu pour les concessions qui ont été octroyées par la Communauté en faveur des autres principaux producteurs du bassin méditerranéen. La réduction est accordée tant que le prix des agrumes libanais reste sur le marché intérieur de la Communauté supérieur ou égal au prix de référence de la période concernée, majoré de l'incidence du tarif douanier commun sur ce prix de référence et d'une somme forfaitaire de 1,20 U.C./100 kg.

Les oignons et les aulx déshydratés bénéficient d'une concession qui aboutit à un droit réduit de respectivement 15 % et 14 %.

Enfin, des concessions tarifaires de 25 à 50 % sont également prévues pour un certain nombre d'autres produits (notamment oignons et aulx frais, pamplemousses, mangues, certains piments, pastèques, certains fruits congelés ou conservés).

b) Avantages en faveur de la Communauté sur le marché libanais

Dans la définition des contreparties octroyées par le Liban, les auteurs de l'accord ont eu présent à l'esprit les nécessités du développement de ce pays. Il a été tenu compte de cette situation de deux manières. D'une part, dans la définition des concessions tarifaires et contingentaires et, d'autre part, en prévoyant dans l'accord des dispositions spécifiques visant à rencontrer les besoins d'industrialisation de ce pays et ses nécessités budgétaires.

Sur le plan tarifaire, des concessions sont octroyées par le Liban pour un certain nombre de produits classés en trois catégories pour lesquels les réductions s'opéreront conformément au calendrier suivant:

Taux de réduction		
Produits	à l'entrée en vigueur de l'accord	à partir du 1.1.1974
Liste I	30 %	70 %
Liste II	10 %	-
Liste III	6 %	-

Les concessions du Liban portent principalement sur des produits non actuellement fabriqués dans ce pays, pour lesquels un besoin d'importation existe donc. Il s'agit principalement de produits des chapitres 84 (machines et appareils, matériel électrique), 28 et 29 (produits chimiques inorganiques et organiques) ainsi que quelques produits textiles et agricoles (viandes, certaines céréales, matières végétales). Compte tenu des importations communautaires bénéficiant déjà de droits nuls à l'entrée au Liban, ce sont environ 60 % des exportations communautaires vers ce pays qui bénéficieront de droits réduits ou nuls après l'entrée en vigueur de l'accord.

En matière de restrictions quantitatives, les produits bénéficiant de concessions tarifaires, ainsi que les autres produits déjà libérés à l'entrée en vigueur de l'accord, seront consolidés à l'égard de la Communauté. En outre, le Liban s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les importations qui, à la date d'entrée en vigueur de l'accord, demeureront soumises à des restrictions quantitatives, soient progressivement libérées dans une mesure compatible avec le développement économique du Liban.

Quant aux dispositions spécifiques prévues pour tenir compte des nécessités du développement du Liban, elles consistent, en premier lieu, en une clause de sauvegarde spéciale pour besoins d'industrialisation analogue à celle qui figure dans la plupart des accords conclus avec les pays du bassin méditerranéen. Aux termes de cette disposition, si des mesures de protection s'avéraient nécessaires pour les besoins de l'industrialisation et du développement du Liban, celui-ci pourra procéder à des retraits de concessions consenties, à la condition cependant de les remplacer par d'autres concessions qui maintiennent l'équilibre de l'accord.

L'autre disposition spécifique vise à tenir compte des nécessités budgétaires du Liban en autorisant ce pays, pendant la durée de l'accord, à maintenir les taxes d'effet équivalent à des droits de douane qu'il appliquait à la date d'entrée en vigueur de l'accord, compte tenu de l'importance que revêtent ces taxes du point de vue recette fiscale.

* * * * *

Quelques données économiques

- La Communauté était en 1969 le premier fournisseur du Liban à concurrence de 28 % des importations totales de ce pays, et le deuxième client du Liban mais très loin derrière le premier client de ce pays à savoir, les pays arabes et notamment l'Arabie Séoudite (en 1969, 12 % des exportations du Liban étaient dirigées vers la Communauté, contre 65 % vers les pays arabes);
- le volume des importations de la Communauté en provenance du Liban était en 1969 de 66 millions de dollars se répartissant en:
 - = secteur industriel: 58 millions de dollars, soit 87 %
(Il convient de préciser à l'égard de ce chiffre que les statistiques communautaires compabilisent comme provenant du Liban le pétrole brut de transit originaire de l'Irak et de l'Arabie Séoudite. Or, le pétrole brut qui entre en franchise représente plus de 75 % des importations communautaires dans le secteur industriel en provenance de ce pays.)
 - = secteur agricole: 8 millions de dollars, soit 13 %

Les principales exportations du Liban à destination de la Communauté sont, outre le pétrole brut, les articles d'artisanat, les légumes secs (1,2 millions de dollars), les sons et résidus (957.000 dollars), le tabac (319.000 dollars), les oignons déshydratés (238.000 dollars).

.../...

- le volume des importations du Liban en provenance de la Communauté était en 1969 de 175 millions de dollars représentées essentiellement par des machines et appareils et des produits chimiques.